

[fr](#)

[Press release](#) | 14.06.2012

Révision de la Directive Seveso

Une approche renouvelée du risque industriel pour une meilleure protection des citoyens

Le Parlement européen a aujourd'hui approuvé la révision attendue de la directive Seveso, dans le but de renforcer la sécurité des sites de produits chimiques dangereux.

Suite à un accident dans une usine chimique à Seveso (Italie) en 1976, l'Union européenne avait déjà adopté des mesures pour prévenir et gérer de telles catastrophes. Trente-cinq ans plus tard, alors que les entreprises dites « Seveso » sont rentrées dans le vocabulaire courant, les enjeux et les classifications des produits chimiques ont évolué.

Michèle Rivasi, vice-présidente du Groupe des Verts/ALE et co-rapporteur de la Directive Seveso III, commente l'issue des négociations avec le Conseil de l'UE:

"Ce texte permet des avancées indispensables en matière de gestion des risques industriels, risques contre lesquels nous devons prémunir nos citoyens face à la course au sous-investissement dans les dispositifs de sécurité".

"Premièrement, en intégrant enfin les exigences de la Convention d'Aarhus en matière d'information au citoyen, qui était une des raisons de la révision. Nous avons fait un grand pas en avant dans la transparence, et c'est la condition sine qua non à l'organisation d'un plan de gestion de crise efficace. Au-delà de la simple mise à disposition des informations relatives aux produits chimiques stockés sur les sites Seveso, les citoyens pourront aussi être consultés avant l'implantation des sites, ce qui est une avancée indispensable pour la démocratie locale".

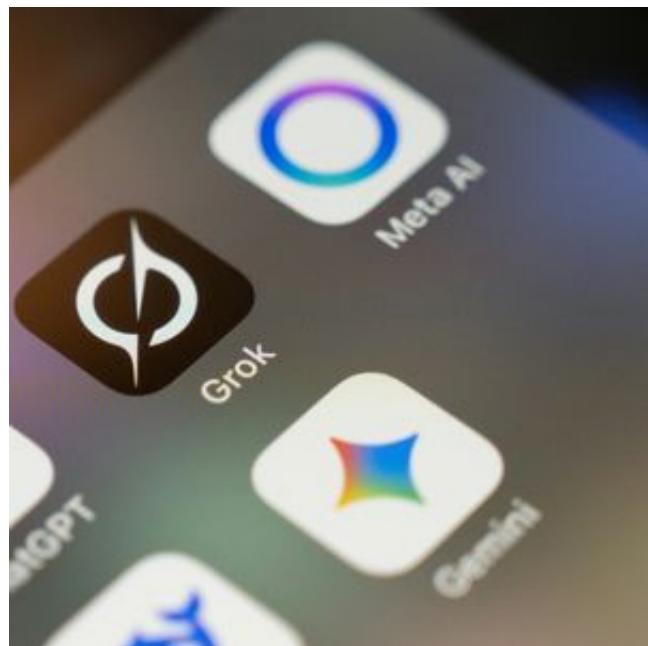
"Un autre point important pour les écologistes était la fréquence des inspections décidées et surtout l'introduction d'une obligation d'inspection inopinée en cas de plainte sérieuse, mais également de l'obligation de contre-visite dans les 6 mois suivant l'observation d'une non-conformité éventuelle. C'est une victoire nootrope".

"Malheureusement, ma satisfaction n'est pas entière car le Conseil a réussi à modifier l'amendement des Verts introduisant une évaluation des conséquences financières d'un accident majeur et la preuve de la capacité des entreprises à y faire face. Aussi, je regrette que l'on n'ait pas plus insisté sur le rôle du facteur humain, des dangers de la sous-traitance en cascades et du manque de formation à la gestion des risques: l'erreur humaine est un facteur que l'on ne peut laisser de côté".

Recommended

Press release

salvador-rios-tkkOCi1Wgx0-unsplash



[DSA: European Commission opens investigation against G...](#)

26.01.2026

News

©nobutz/pixabay



[PLENARY FLASH: Greens/EFA Priorities 15 to 18 Decembe...](#)

15.12.2025

Press release

Photo by Julian on Unsplash



[Win for consumers with new bank liability, but fight a...](#)

27.11.2025

News

Robert Emperley (CC BY-SA 2.0)



[PLENARY FLASH : Greens/EFA Priorities 24 to 27 November 2025](#)

25.11.2025

Responsible MEPs



Michèle Rivasi

Member

Please share

• [E-Mail](#)

